



Conseil directeur  
Point 9

CL/193/9-R.1  
31 juillet 2013

### **COOPERATION AVEC LE SYSTEME DES NATIONS UNIES**

*On trouvera dans le présent document un résumé des activités menées en collaboration avec le système des Nations Unies de début avril à fin septembre 2013.*

#### **Organisation des Nations Unies**

- L'UIP a continué son action visant à donner une perspective parlementaire au programme de développement de l'après-2015. Elle a relayé les principaux messages du Communiqué de Quito aux sessions de mai et de juin du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale de l'ONU, chargé de définir un nouvel ensemble d'Objectifs de développement durable (ODD). Elle a aussi contribué au Rapport du Secrétaire général de l'ONU à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale en septembre et a participé au débat thématique du Conseil économique et social, le 4 juillet, qui portait sur le rôle des parlements dans le programme de développement de l'après-2015.
- L'UIP a étudié d'autres champs de coopération avec le Conseil économique et social, dans le cadre de la restructuration de cette instance visant à impliquer davantage toutes les parties prenantes. Des réunions ont eu lieu avec le Président du Conseil économique et social à New York et Genève. L'UIP a suivi la session de fond du Conseil en juillet à Genève, soulevant les questions d'égalité entre les sexes et des droits de l'homme.
- L'UIP a fait une importante contribution à la session de mai du Forum permanent des Nations Unies pour les questions autochtones, esquissant une contribution parlementaire à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, prévue l'année prochaine. Dans son document final, le Forum s'est félicité de cette contribution, notamment de l'éventualité d'une audition des parties prenantes aux Nations Unies en mai 2014.
- Le premier symposium de la session 2014 du Forum de la coopération pour le développement a eu lieu à Addis-Abeba, en Ethiopie, début juin. Une délégation de l'UIP, constituée de 10 parlementaires, a participé durant ce forum à un débat sur la reconfiguration du partenariat mondial pour le développement dans la perspective du nouveau programme de développement de l'après-2015. Ils y ont rappelé que les parlements doivent exercer un droit de regard pour que le partenariat donne de meilleurs résultats dans les pays.
- Les préparatifs de l'Audition parlementaire de cette année, aux Nations Unies, en novembre, sont en cours. Pour la première fois, le Président du Conseil économique et social parrainera l'Audition avec le futur Président de l'Assemblée générale lors de sa 68<sup>ème</sup> session. L'Audition, qui portera sur le programme de développement de l'après-2015, permettra aux parlementaires de s'adresser directement aux membres du Groupe de travail ouvert sur les ODD.

- L'UIP, pour marquer comme il se doit la Journée internationale de la démocratie fixée au 15 septembre par l'ONU, a invité les Parlements membres à organiser une activité spéciale, ou à faire une déclaration politique, à cette occasion. Le thème principal de cette Journée, convenu avec les Nations Unies, sera "Renforcer les voix de la démocratie".
- En coopération étroite avec le Département des opérations de la paix de l'ONU, une mission du Groupe consultatif de la Commission UIP des Affaires des Nations Unies a été dépêchée en Côte d'Ivoire à la mi-juin. Prenant au mot les conclusions de l'Audition parlementaire de l'année dernière aux Nations Unies, la mission a examiné en détail la manière dont le parlement d'un pays sortant d'un conflit peut œuvrer, avec les opérations de maintien de la paix de l'ONU, à l'instauration de la stabilité politique.
- L'UIP a organisé, avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, une réunion parlementaire sur la gouvernance en vue de réduire ce genre de risques, apportant ainsi une contribution aux consultations pour un cadre en la matière pour l'après-2015, ainsi qu'au programme de développement de l'après-2015. La réunion a eu lieu à Genève le 20 mai.
- Le 23 mai, à l'invitation du Président du Groupe de travail ouvert de l'ONU sur le désarmement nucléaire et dans le cadre du programme officiel de travail de ce groupe, l'UIP a organisé une réunion-débat à l'Office des Nations Unies à Genève pour inciter les gouvernements à lancer des négociations globales sur le désarmement nucléaire. Plusieurs orateurs sont intervenus, notamment le Président de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale de l'UIP, devant un auditoire nombreux : Etats membres de l'ONU, experts, organisations non gouvernementales, entre autres.
- S'appuyant sur une décision prise par ses instances dirigeantes à Quito, l'UIP, de concert avec le Bureau des Nations Unies pour le désarmement nucléaire et le World Future Council, a réfléchi à la sélection du Future Policy Award 2013. Le jury, dont l'UIP est membre, s'est réuni pour examiner les 25 politiques nationales et régionales qui lui avaient été soumises. La cérémonie d'attribution de cette récompense, prévue le 23 octobre au Siège de l'ONU à New York, distinguera les politiques les plus exemplaires et novatrices, susceptibles d'être adoptées par d'autres pays.
- L'UIP a commencé des discussions avec le Conseil de sécurité des Nations Unies et son Comité 1540 chargé du suivi de l'application de la résolution 1540 sur la prévention de la prolifération des armes de destruction massive. Le Comité souhaiterait coopérer davantage avec les parlements et l'UIP pour faciliter la mise en œuvre de la résolution 1540 du Conseil de sécurité par des lois nationales idoines et un contrôle parlementaire renforcé. Le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité a exprimé le même souhait. Le Président du Comité 1540 a confirmé qu'il était prêt à assister à la prochaine session de la Commission UIP des Affaires des Nations Unies, lors de la 129<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP à Genève.

### **ONU Femmes**

- Dans le cadre du programme de soutien UIP-ONU Femmes à la Commission parlementaire turque de l'égalité des chances entre hommes et femmes, le Parlement turc a adopté un rapport sur le bilan effectué par cette institution en la matière et il a officiellement lancé un plan d'action y afférent. Ainsi marque-t-il le lancement de la phase d'application des recommandations formulées dans le rapport.
- L'UIP a été citée en exemple, pour la participation des femmes à ses propres organes et politiques, dans un rapport publié en mai par ONU Femmes et la Fondation Mary Robinson. ONU Femmes a recommandé l'étude, voire la reproduction de l'exemple de l'UIP dans le

contexte du changement climatique et de la Conférence-cadre y afférente de l'ONU (UNFCCC). Ensuite, l'UIP a participé à un panel de discussion, à Bonn, sur l'équilibre entre hommes et femmes et l'accès des femmes aux responsabilités dans le processus UNFCCC, donnant des conseils pratiques sur la manière de rendre les processus politiques plus soucieux d'égalité entre les sexes.

#### **PNUD**

- Comme suite à l'important *Rapport parlementaire mondial* de l'année dernière, l'UIP et le PNUD, en collaboration avec le Parlement du Maroc, ont organisé un atelier régional, à Rabat les 5 et 6 juin, sur le thème : "Citoyen(nes) et parlement : une évolution dans le monde arabe". Les participants ont réfléchi aux possibilités de tirer parti des bouleversements induits par le Printemps arabe.
- Avec le soutien des représentants du PNUD dans les pays et en coopération avec le Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement enclavés et les petits Etats insulaires en développement (UN-OHRLS), l'UIP est en train d'organiser plusieurs groupes de réflexion dans des parlements sélectionnés en vue d'informer, au niveau mondial, sur la manière dont les parlements intègrent la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul 2011 pour les pays les moins avancés (PAL).
- L'UIP continue de collaborer étroitement avec les bureaux du PNUD dans les pays, apportant assistance technique et programmes de formation aux parlements nationaux. C'est ce qu'elle a fait notamment, au cours des six derniers mois, au Bangladesh, au Myanmar, au Pakistan, en Palestine et en République démocratique du Congo.

#### **Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et Conseil des droits de l'homme de l'ONU**

- L'UIP a organisé une réunion-débat sur la contribution des parlements au travail du Conseil des droits de l'homme et à son Examen périodique universel (EPU) lors de la session du Conseil en mai à Genève. Les participants ont réfléchi aux moyens par lesquels les parlements pourraient compléter le travail du Conseil, notamment en étant plus actifs au plan national comme au sein du Conseil. La réunion a, en particulier, recommandé aux parlementaires d'assister aux séances du Conseil, y compris à son EPU, en tant que membres de leur délégation nationale. Elle a aussi proposé la tenue d'une série d'ateliers régionaux sur l'interaction entre les parlements nationaux et le Conseil en 2014.
- L'UIP a participé à un panel organisé par le HCDH sur la nécessité de rendre compte de la mise en œuvre, tenant compte des droits de l'homme, du futur programme de développement de l'après-2015. Cette manifestation, qui a eu lieu à New York le 22 mai, portait, entre autres, sur la transposition en droit interne des engagements internationaux sur les droits de l'homme.

#### **Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)**

- Comme suite à la résolution de l'UIP sur un point d'urgence, adoptée à l'Assemblée tenue à Quito, sur l'impact humanitaire de la crise syrienne, le Comité de l'UIP chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire a effectué, avec le soutien du HCR, une mission en Jordanie, en juin, afin d'examiner la situation des réfugiés syriens et leur impact sur les pays hôtes. La mission s'est attachée à recueillir des informations directes sur l'épreuve que traversent les réfugiés, notamment les femmes et les enfants. Elle a visité les camps de réfugiés et les zones urbaines qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés de toute la région. Elle a tenu des réunions avec les autorités gouvernementales et

parlementaires, ainsi qu'avec les représentants du HCR aux niveaux national et régional. Immédiatement après cette mission et à la lumière des conclusions préliminaires du Comité, le Président de l'UIP a lancé un appel à tous les parlementaires pour qu'ils soutiennent le Plan d'action régional de l'ONU (RRP5) en faveur des réfugiés syriens et des populations hôtes. La mission présentera ses conclusions et son rapport définitifs à l'Assemblée de l'UIP qui se tiendra à Genève en octobre 2013.

#### **ONUSIDA**

- L'UIP a participé au Dialogue Thanda sur la gouvernance de la lutte contre le sida, une réunion de réflexion officielle organisée par ONUSIDA et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en Afrique du Sud à la fin mai. Cette réunion portait sur la réorientation de la lutte contre le sida, afin de la rendre plus audible, de l'étendre à tous sans exclusion ni discrimination et de définir de nouvelles formes de responsabilité. Les conclusions de la réunion permettront d'éclairer les plans de l'Union africaine et d'ONUSIDA.

#### **Organisation mondiale de la santé (OMS)**

- L'UIP continue de bénéficier du soutien financier de l'OMS pour son projet relatif à la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant. Elle a ainsi pu mener plusieurs activités, telle que le séminaire multi-pays accueilli par le Parlement du Bangladesh sur la responsabilité pour la santé de la mère et de l'enfant (Dhaka, 30-31 juillet 2013).
- L'UIP continue de soutenir l'action de l'OMS pour la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la mère et de l'enfant, établie par le Secrétaire général de l'ONU. Elle a aussi contribué au rapport du Groupe d'experts indépendants.
- En retour, l'OMS et l'UNICEF participent au Groupe de référence technique mis en place par l'UIP dans le cadre de son projet sur la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant.

#### **Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)**

- Le FNUAP apporte un soutien financier et logistique pour l'essai sur le terrain du Guide d'orientation de l'UIP sur la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, à l'usage des parlements. L'essai en conditions réelles a été effectué en Ouganda, avec la participation de 25 parlementaires qui ont remarquablement contribué aux dernières phases de rédaction du Guide.
- Le FNUAP poursuit sa participation au Groupe de référence technique du projet de l'UIP relatif à la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant.

#### **Organisation mondiale du commerce (OMC)**

- Les préparatifs sont en cours, à l'UIP et au Parlement européen, en vue de la session annuelle de la Conférence parlementaire sur l'OMC, prévue en marge de la 9<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'OMC à Bali (MC9), début décembre. La Chambre des représentants indonésienne accueillera cette manifestation parlementaire et assurera un soutien logistique, entre autres. Une réunion du Comité de pilotage de la Conférence parlementaire a été tenue à Bruxelles en mai. Elle a rappelé que la MC9 devait absolument progresser sur quatre fronts essentiels : facilitation du commerce, agriculture, sécurité alimentaire et questions particulièrement importantes pour les pays les moins avancés.